

Madame, Monsieur,

Le 10 février 2011 sera une journée de grève et de manifestation pour l'avenir de l'école. En cause : le budget de l'Éducation nationale qui à coup de milliers de suppressions de postes construit un projet anti-éducatif et antidémocratique, préférant la réussite de quelques-uns à celui de la réussite de tous.

### **Suppressions de postes et regroupements d'écoles.**

Dans le primaire, 8 967 postes sont appelés à disparaître alors que plus de 8 000 élèves supplémentaires sont attendus à la rentrée. Cette année, l'inspecteur d'académie vient d'annoncer pour notre département la **suppression de 54 postes d'enseignants** dans le premier degré... Pour obtenir ce « résultat », l'administration n'a pas hésité à augmenter le nombre d'élèves par classe. Elle compte aussi de regrouper des écoles maternelles et élémentaires, pour pouvoir globaliser les effectifs et fermer encore plus de classes dans les années à venir.

### **Réduction des moyens y compris dans les zones d'éducation prioritaire.**

Entre les discours et la réalité, le fossé s'agrandit : enseigner l'anglais à 3 ans dans des classes de plus de 30 élèves, au moment où on supprime 800 postes d'intervenants en langues ? Aider les élèves en difficulté alors que dans les quartiers les plus fragiles, on supprime l'aide des maîtres « en plus », ou quand on réduit celle des maîtres spécialisés dans tout le département ? Pendant combien de temps et jusqu'à quel état de délabrement va-t-on ainsi continuer à mettre à mal le service public d'Éducation ?

### **Des choix budgétaires injustes**

Contrairement à ce que l'on entend, le budget de l'État en matière d'Éducation n'est pas en constante augmentation. Il est même inférieur de 15% à la moyenne des pays membres de l'OCDE (qui regroupe les pays les plus développés de la planète). Financer l'Éducation à la hauteur des besoins et d'une réelle ambition de la réussite pour tous, tel devrait être le choix d'un gouvernement soucieux d'égalité. En continuant à accorder des avantages aux classes les plus favorisées de notre société et en réduisant d'autant le budget de l'État, ce n'est évidemment pas le choix de l'équité entre les citoyens.

### **Il est urgent et nécessaire de réagir**

C'est pour dénoncer cet état de fait, et faire obstacle au processus de dégradation en cours, que les enseignant-e-s seront en grève le 10 février 2011.

**Nous vous invitons, si vous le pouvez, à joindre vos voix aux nôtres pour défendre le Service Public d'Éducation et ainsi, l'avenir de la jeunesse d'aujourd'hui et de demain.**

Les enseignants grévistes de l'école.